

**Assemblée générale**

Distr. générale
8 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général**Lettre datée du 24 octobre 2012, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les déclarations faites par l'Ambassadeur Kazuo Kodama, Représentant permanent adjoint du Japon, dans l'exercice du droit de réponse à la déclaration faite par M. Yang Jiechi, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, le 27 septembre 2012, à l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Tsuneko Nishida

* Nouveau tirage pour raisons techniques (28 novembre 2012).



**Annexe à la lettre datée du 24 octobre 2012 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Japon auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

(Première déclaration faite dans l'exercice du droit de réponse)

Ma délégation souhaite exercer son droit de réponse à la déclaration faite par le représentant de la République populaire de Chine sur la question des îles Senkaku.

Dans la déclaration qu'il a prononcée lors du débat général, le Premier Ministre Noda a mis l'accent sur le fait que les membres de la communauté internationale devaient régler leurs différends par la raison et non par la force. Il a aussi maintes fois rappelé l'importance de l'état de droit, fondement de la paix, de la stabilité et de la prospérité mondiales, et souligné que toute tentative d'un pays d'imposer son idéologie ou ses revendications par l'emploi unilatéral de la force, ou la menace de cet emploi, était contraire à l'esprit même de la Charte des Nations Unies.

Les îles Senkaku ont été officiellement incorporées au territoire japonais en janvier 1895 par décret du Gouvernement japonais; l'île de Formose et les îles qui y sont rattachées ont pour leur part été cédées au Japon par le traité de Shimonoseki d'avril 1895. L'assertion selon laquelle le Japon s'est emparé d'îles appartenant à la Chine ne repose manifestement sur aucun fondement logique. Le Japon a mené des missions d'exploration des îles Senkaku dès 1885, ce qui lui a permis de confirmer qu'elles étaient inhabitées et qu'elles n'avaient de toute évidence jamais été placées sous contrôle chinois. C'est sur la base de ces informations que le Japon a officiellement incorporé les îles Senkaku à son territoire.

Le Japon a renoncé à sa souveraineté territoriale sur l'île de Formose (Taiwan) et les îles Pescadores que la Chine lui avait cédées après la guerre sino-japonaise, en application de l'article 2 b) du Traité de paix de San Francisco. Les îles Senkaku n'ont toutefois jamais été considérées comme faisant partie de Formose ou des Pescadores puisque l'article 3 du Traité prévoyait expressément qu'elles étaient placées sous administration des États-Unis d'Amérique comme faisant partie de l'archipel Nansei (îles du Sud-Ouest). Elles faisaient aussi officiellement partie des zones retournées sous administration japonaise en 1972.

Ce n'est que depuis les années 70 que le Gouvernement chinois et les autorités taïwanaises se sont mis à revendiquer leur souveraineté territoriale sur les îles Senkaku, qui font partie intégrante du territoire japonais. Ils n'avaient auparavant jamais manifesté le moindre désaccord, ni contesté le fait que ces îles faisaient partie de la zone placée sous administration américaine, en application de l'article 3 du Traité de paix de San Francisco.

Faire croire que cette divergence d'opinion est liée à la dernière guerre ne vise qu'à esquiver le fond de l'affaire. C'est tout à la fois peu convaincant et contre-productif.

(Deuxième déclaration faite dans l'exercice du droit de réponse)

Il ne fait aucun doute que les îles Senkaku font partie intégrante du territoire japonais, comme l'attestent les faits historiques et le droit international. En effet, ces îles sont valablement placées sous contrôle du Japon. Les assertions de la Chine sont dénuées de tout fondement. De fait, il n'existe aucun contentieux territorial devant être résolu concernant les îles Senkaku.

Je me refuse à contester en détail la déclaration faite par la délégation de la République populaire de Chine. La position du Gouvernement japonais sur la question n'a pas varié.
